



Conseil général du Parti libéral du Québec

Le Front commun manifeste pour dénouer les nœuds qui persistent dans la négociation

Montréal, le 16 avril 2010. – À l’ouverture du Conseil général du Parti libéral du Québec, des militantes et des militants du Front commun ont manifesté pour demander au gouvernement du Québec de dénouer les derniers nœuds qui persistent pour en arriver à une entente négociée dans les secteurs public et parapublic. « Il ne reste que quelques jours à l’échéancier que nous nous sommes fixé avant de demander la médiation et nous espérons toujours un règlement. Tout le monde doit y mettre du sien pour dénouer les derniers nœuds qui nous empêchent d’y arriver », ont affirmé les représentantes et les représentants syndicaux.

Les négociateurs syndicaux ont fait preuve de beaucoup d’ouverture au cours des dernières semaines à régler les impasses aux tables de négociation dans les secteurs de la fonction publique, de l’éducation, de la santé et des services sociaux, sans obtenir d’entente négociée malgré leur détermination et leur volonté.

Rappelons que les organisations syndicales se sont donné jusqu’au début du mois d’avril pour conclure des ententes satisfaisantes et qu’elles ont souhaité se donner une dernière chance en laissant cours à la négociation jusqu’au 20 avril. Après cette date, s’il n’y a toujours pas d’ententes sectorielles envisageables, elles prévoient entamer le processus de médiation. Elles feront d’ailleurs le point cette semaine à ce sujet.

Retrouver le droit de négocier

Les organisations syndicales des secteurs public et parapublic se sont unies au sein d’un Front commun unique pour retrouver leur droit de négocier. Pour cette négociation, le Front commun a également choisi d’adopter une approche différente. L’objectif était et est toujours d’en arriver à une entente négociée dans les meilleurs délais, et ce, sans conflit. Ainsi, elles ont fixé un échéancier très serré visant à conclure une entente au plus tard le 31 mars 2010, date de la fin des décrets. Le Front commun a tout mis en œuvre pour atteindre cet objectif, mais les parties patronales, malgré leur discours public, n’ont pas démontré suffisamment d’ouverture pour y arriver. Le Front commun a toujours les mêmes objectifs de préserver le droit à la négociation, d’éviter les conflits et surtout d’en arriver à une entente négociée dans les meilleurs délais.

Le Front commun revendique un contrat de travail d’une durée de trois ans comportant des augmentations de salaire de 3,75 % par année, ce qui permettrait de protéger le pouvoir d’achat des salariés et de combler une partie du retard salarial des employés des réseaux

publics par rapport aux autres salariés québécois. Les organisations syndicales considèrent les propositions gouvernementales insuffisantes, car elles maintiennent les employés de l'État sur le chemin de l'appauvrissement et excluent d'emblée tout rattrapage salarial et toute participation à l'enrichissement collectif.

Le Front commun négocie au nom de 475 000 salariés de l'État. Il réunit tous les grands syndicats présents dans les secteurs public et parapublic, soit les organisations regroupées au sein du SISP (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ et FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB et UES).

– 30 –

Sources : SISP, CSN, FTQ

Renseignements :

Marjolaine Perreault, SISP : 514 235-5082

Jean-Pierre Larche, CSN : 514 605-0757

Mélanie Malenfant, FTQ : 514 705-0298